

**Délibération n° 2017-02-23/7**

**Objet : Bilan des acquisitions et cessions immobilières**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne  
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton -  
F. Boyer - J.M Leiendeckers - B. Deltour - R. Casas Mateu - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève -  
C. Prost - A. Jamet - S. Waselynck - I. Gianiel

**Absents représentés :** G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

**Absent :** B. Lledo

**Monsieur le Maire rapporte :**

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le bilan des cessions et acquisitions immobilières de l'année 2016 comme suit :

ACQUISITIONS	
Acquisition	
Nature et localisation du bien	Acquisition des parcelles cadastrées section AM 180, 199, 195 de superficie respectives de 1402m <sup>2</sup> , 167m <sup>2</sup> , 87m <sup>2</sup> sises 14 Rue Marceau 34470 PEROLS.
Acheteur	Commune de Pérols.

Vendeur	Consorts BOUDET
Procédure d'acquisition	Acquisition par délibération du Conseil Municipal n°2015-11-19/13 en date du 19 Novembre 2015 approuvant l'acquisition des parcelles susmentionnées pour un montant global de 720 000,00 €  Signature de l'acte notarié le 15 Décembre 2016.
Cession	
NEANT	

L'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré, par 22 voix (6 contre : C. Germain, A. Estève, C. Prost, A. Jamet, S. Waselinck, I. Gianiel) :

- ✚ approuve le bilan des cessions et acquisitions immobilières de l'année 2016 tel que présenté ci-dessus.
- ✚ Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 23 février 2017  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

